

POUR QUE LA GAUCHE RETROUVE LE SENS DE SON COMBAT.



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Après la victoire de Nicolas Sarkozy, la droite va tenter d'accélérer l'adaptation de la société française à la mondialisation ultralibérale, d'aggraver la destruction du modèle républicain hérité de la Libération et des grandes conquêtes sociales et démocratiques. Dans notre circonscription, elle présente l'un de ses partisans les plus acharnés : Patrick Devedjian. Il faut lui barrer la route!

Chômage de masse, précarité, baisse du pouvoir d'achat, privatisation des services publics, démantèlement social, crise du logement, atteintes aux libertés, inégalités et discriminations de toutes sortes : voilà trop longtemps que la majorité de la population subit l'application d'une politique ultralibérale au profit d'une minorité de privilégiés.

L'expérience montre qu'une simple alternance de majorité à l'Assemblée Nationale est insuffisante. Sans amélioration réelle et sensible des conditions de vie de la majorité de la population, la déception et le désespoir font le lit du populisme et de l'extrême droite.

La solution n'est pas dans la recherche d'une alliance d'une « gauche » avec un « centre » qui a toujours montré qu'il gouvernait à droite et acceptait la domination des puissances financières. Ce serait un renoncement à tout changement réel.

Nous refusons le fatalisme. Précarité, insécurité sociale et exclusions peuvent être vaincues dans une France et dans un monde qui n'ont jamais été aussi riches.

Réussir, c'est s'attaquer à la racine des problèmes, se donner les moyens politiques et économiques d'ouvrir une perspective nouvelle de transformation sociale, démocratique et environnementale.

Changer, c'est rompre avec la logique ultralibérale, renégocier les traités européens, reprendre les rênes de l'économie aux puissances financières.

Femmes et hommes de gauche venus d'horizons différents, nous nous sommes rassemblés dans la bataille du « non » au projet de Constitution Européenne, retrouvés dans toutes les luttes sociales et aux côtés de la jeunesse pour refuser le Contrat Première Embauche.

Le 10 juin, en votant pour **Dominique Fié** (Mars-Gauche Républicaine) et **François Meunier** (Parti Communiste Français), vous affirmez votre attachement à une gauche réellement de gauche, populaire, porteuse d'un projet de société défendant les valeurs de LIBERTÉ, d'ÉGALITÉ, de FRATERNITÉ et de LAÏCITÉ.

Dominique Fié :

François Meunier :

Candidatures soutenues par: Collectifs Unitaires Antilibéraux, Parti Communiste Français, Mars-Gauche Républicaine, Collectif Communiste d'Antony, et des citoyens de diverses sensibilités politiques (altermondialistes, syndicalistes, associatifs, ...).

C'est à la souveraineté populaire et non au marché de décider dans quel monde nous allons vivre.

Priorités extraites de notre programme :

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SOCIALES

- > **Augmenter immédiatement le pouvoir d'achat pour répondre aux besoins et relancer l'économie.**
 - SMIC à 1500 euros, augmenter les salaires et les minima sociaux de 300 euros.
 - Indexer les salaires, pensions et retraites sur les prix.
- > **Mener une politique de création d'emplois, notamment industriels, et de protection sociale.**
 - CDI pour tous, limitation des emplois temporaires ou à temps partiel, abrogation du Contrat Nouvelle Embauche.
 - Généraliser les 35 heures sans perte de salaire ni aggravation des conditions de travail.
 - Droit à la retraite à taux plein à partir de 60 ans sur la base de 37,5 annuités.
 - Rétablir la prise en charge à 100% de la prévention et des soins de santé.

SE DONNER LES MOYENS D'AGIR

- > **Réorienter la construction européenne pour se donner les moyens du changement.**
 - Retirer la signature de la France du projet de Traité Constitutionnel Européen. Respecter la souveraineté du peuple français.
 - Proposer une refondation sur des objectifs communs d'une Europe sociale et démocratique (convergence vers le haut des acquis sociaux, remise en cause de l'indépendance de la Banque Centrale Européenne, reconnaissance véritable des services publics, mise en place d'une politique européenne industrielle et de recherche).
- > **Développer, étendre et démocratiser les services publics pour l'égalité entre tous.**
 - Revenir au monopole des services publics de réseaux essentiels (énergie, SNCF, télécoms, poste, etc.).
 - Créer de nouveaux services publics (eau, logement, petite enfance, aides aux personnes âgées, etc.).
 - Plafonner les loyers. Construction de 120 000 logements sociaux par an aux normes HQE.
 - Créer un pôle public de l'énergie ayant parmi ses priorités la lutte contre l'effet de serre.
 - Étendre le pouvoir des citoyens dans les entreprises publiques (usagers, salariés, élus).
 - Développer un grand service public de la culture, de l'éducation et de la recherche.
- > **Changer de République pour renforcer notre démocratie.**
 - Donner plus de pouvoirs à l'Assemblée Nationale et mettre en place le scrutin à la proportionnelle.
 - Interdire le cumul des mandats, limiter les mandats successifs.
 - Garantir l'égalité des droits pour toutes et tous, lutter contre toutes les discriminations.
 - Étendre les droits politiques y compris pour les immigrés.
 - Protéger le droit de grève et élargir les droits syndicaux.
 - Défendre l'indépendance et l'accessibilité de l'information et de la justice.

FINANCER NOTRE PROGRAMME

La part des salaires dans la richesse créée par les entreprises a reculé de 10 points au bénéfice des profits depuis le début des années 80. Ces milliards, nous pouvons les récupérer par la fiscalité, les cotisations patronales, les différentes mesures sociales. Nous devons également utiliser les leviers de commande pour relancer l'économie, avoir une politique publique industrielle et de recherche, agir pour accroître les richesses du pays dans le cadre d'un développement durable, mais aussi redistribuer autrement les richesses. Il faut réformer la fiscalité pour plus de justice sociale, décider d'autres choix budgétaires, c'est la condition pour créer des emplois.



Dominique Fié

Informaticien, 53 ans - Candidat titulaire

Membre du bureau national de Mars-Gauche Républicaine. Conseiller Municipal de gauche à Antony, il s'oppose à la politique de la majorité UMP/UDF sur la ville. Partisan d'une république laïque, citoyenne et sociale, il fut un des animateurs du comité du Non au projet de Traité Constitutionnel Européen, qui regroupait des citoyens communistes, républicains, socialistes, altermondialistes, écologistes.



François Meunier

*Chargé de mission pour le logement social, 38 ans
Suppléant*

Responsable local et départemental du Parti Communiste Français, Militant associatif. Co-animateur du collectif antilibéral et du comité du Non au projet de Traité de Constitutionnel Européen.